

La N-VA met le cap sur Bruxelles et inquiète

POLITIQUE Le parti veut profiter de l'« effet Francken » pour séduire les francophones

► La N-VA fera une campagne intense dans la capitale.

► Certains francophones craignent le blocage des institutions.

Lors des multiples réceptions de vœux de ce début d'année, le sujet est arrivé plusieurs fois spontanément dans les conversations des ténors politiques bruxellois : et si la N-VA faisait un score à Bruxelles aux régionales ? Cette semaine, sur BX1, le chef de la régionale bruxelloise du MR, Didier Reynders, évoquait même explicitement une coalition possible avec les nationalistes à la Région.

Une chose est sûre : la N-VA est en ordre de marche pour faire campagne à Bruxelles. « Oui, nous serons présents à Bruxelles, nous indiquait Theo Francken, l'une des principales figures médiatiques du parti (qui ne se présente pas dans la capitale) lors des vœux du gouvernement fédéral. Nous n'avons pas encore formalisé la manière avec laquelle nous ferons campagne, mais il est clair que nos principales figures (Jan Jambon et moi) viendront à Bruxelles pour des meetings, afin d'aider les candidats bruxellois.

« Les gens veulent des changements perceptibles, sur la propreté, sur la sécurité » KARL VANLOUWE (N-VA)

L'objectif du parti nationaliste est clair : profiter de la popularité de la présence de la N-VA au fédéral pour convaincre davantage d'électeurs bruxellois, francophones y compris, de voter pour

eux. Il est vrai qu'il y a de la marge de progression. Aux élections de 2014, la N-VA engrangeait seulement 2 % des votes. Mais dans notre dernier sondage, le parti atteignait 6,1 % des intentions de vote. « C'est vrai qu'il y a cinq ans, nous étions encore un nouveau parti à Bruxelles, dit Johan Van den Driessche, le chef de groupe N-VA au Parlement bruxellois. A présent, nous avons montré comment la N-VA pourrait faire changer les choses au fédéral, et cela pourrait nous porter à Bruxelles. » Karl Vanlouwe, député flamand élu à Bruxelles, voit aussi des signaux positifs pour la N-VA à Bruxelles. « Il semblerait même que nous soyons en mesure de dépasser certains partis francophones, comme le CDH. Notre programme suscite manifestement l'adhésion, on le sent quand on parle aux Bruxellois. Je pense qu'ils veulent des changements perceptibles sur la propreté, sur la sécurité. »

Ben Weyts, lui, ministre flamand de la périphérie bruxelloise, est plus expéditif dans L'Echo : « Ça suffit ! Cette ville mérite mieux que des politiciens nonchalants, une politique sans aucune ambition, portée par la seule idée de faire de l'électoratisme dans les communautés d'origine étrangère, ce que fait le PS depuis des années et voyez le résultat : presque nul. »

La N-VA ira-t-elle jusqu'à monter dans un gouvernement bruxellois ? Ce n'est pas exclu. « Ce qui est sûr, c'est que nous n'irons pas au gouvernement pour rien. Nous n'irons que si nous pouvons changer réellement les choses et avec des partenaires qui nous le permettront », dit Karl Vanlouwe.

Ces ambitions de la N-VA, et la

popularité de ses ténors auprès d'une partie du public francophone donnent des craintes à la classe politique bruxelloise francophone. Et si la N-VA devenait

majoritaire dans le groupe flamand et se trouvait en mesure de bloquer les institutions bruxelloises (en disposant de 9 sièges sur 17) ? L'accusation suscite des haussements d'épaules chez les nationalistes. « Notre but est d'amener le changement et sûrement pas de bloquer les institutions, dit Johan Van den Driessche. Beaucoup de gens disent que la N-VA lâche Bruxelles, mais nous, à la N-VA, nous ne disons pas cela. » Karl Vanlouwe nie lui aussi toute intention de paralyser Bruxelles :

« Je crois surtout que ceux qui disent cela côté francophone entendent nous diaboliser pour éviter que les gens votent pour nous. » Opinion partagée par Ben Weyts. « De plus en plus de francophones ne croient plus aux discours imbéciles de certains politiciens qui crient partout "Attention, la N-VA arrive, on va manger les enfants francophones, c'est dangereux." Ça, ça ne marche plus. »

« Ne pas exclure la N-VA à Bruxelles, cela revient à introduire le loup dans la bergerie » LAURETTE ONKELINX (PS)

Si la N-VA assure qu'elle ne veut pas bloquer les institutions, il faut encore qu'elle trouve des partenaires de majorité si elle veut monter dans un gouvernement régional. Et c'est loin d'être gagné... À part le MR qui n'exclut pas, via Didier Reynders, de former une alliance avec les nationalistes, les autres partis sont pour

le moins réticents. Laurette Onkelinx, patronne du PS bruxellois, estime que la position de Reynders revient à « introduire le loup dans la bergerie, puisque la N-VA ne reconnaît pas la Région bruxelloise ». Pour Olivier Maingain (Défi), il est aussi complètement inenvisageable de faire une alliance avec la N-VA. Céline Fremault, ministre CDH,

rappelle pour sa part que son parti a toujours refusé de travailler avec la N-VA. Quant à Zakia Khattabi, la coprésidente d'Ecolo, elle estime que « les positions de la N-VA en faveur de la cogestion de Bruxelles sont difficilement compatibles » avec la vision régionaliste qu'elle défend.

Même du côté néerlandophone, on ne se bouscule pas pour faire alliance avec la N-VA. Guy Vanhengel, ministre et homme fort du VLD à la capitale, rappelle que c'est son parti qui a maintenu, en 2014, la N-VA en dehors de la coalition bruxelloise. « Tant que la N-VA appliquera au sens strict la doctrine Maddens (NDLR : stratégie qui vise à rendre les francophones demandeurs d'une réforme de l'Etat), il sera difficile voire impossible de gouverner avec eux à Bruxelles », commente-t-il.

Plusieurs interlocuteurs attirèrent l'attention sur le risque d'autoréalisation de la prophétie. Céline Fremault regrette : « Plus on parle de la N-VA, plus on la met au centre du jeu. » « A force d'annoncer quelque chose, cela peut se réaliser », observe le président du Parlement régional Charles Picqué (PS). Ce dernier rappelle qu'une crise politique à Bruxelles peut avoir des répercussions sur tout le pays. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
BERNARD DEMONTY

histoire Le blocage des institutions, une crainte récurrente à la Région

C'est loin d'être la première fois que la crainte d'un blocage des institutions bruxelloises agite le monde politique francophone. Dans les années 90, le Vlaams Blok, emmené par l'ancien commissaire schaarbeekois Johan Demol, a clairement fait campagne avec l'objectif d'obtenir la moitié des sièges néerlandophones pour bloquer les institutions de la capitale. A l'époque, le socialiste flamand Louis Tobback avait même appelé les francophones à voter pour des listes flamandes pour contrer le Blok.

Au final, le Blok a raté son pari mais a tout de même obtenu quatre élus au Parlement. L'épisode a abouti à la mise en place d'une série d'adaptations pour éviter, à l'avenir, tout risque de blocage.

« C'est à cette époque qu'on a figé le nombre de députés bruxellois à 17 néerlandophones et 72 francophones », rappelle Jean Faniel (Crisp).

« La N-VA est un parti démocratique »

Malgré cela, les craintes pour le bon fonctionnement des institutions bruxelloises subsistent dans le chef des francophones, mais ces derniers se méfient désormais des intentions de la N-VA. En 2013 déjà, PS, MR et Défi s'inquiétaient d'un possible raz-de-marée nationaliste à Bruxelles, au lendemain du scrutin communal de 2012 (au terme duquel les nationalistes avaient récolté six sièges, à la surprise générale). A l'époque, Didier Reynders avait même plaidé pour une

« réaction concertée des francophones ».

Les deux situations (avec le Blok et la N-VA) ne sont pas pour autant totalement comparables, puisque la N-VA assure, dans nos colonnes, ne pas avoir la volonté de bloquer les institutions. « Le problème se pose différemment, analyse le politologue Pascal Delwit (ULB). Une alliance avec le VB posait un problème institutionnel mais aussi démocratique, vu la nature du parti. Si la N-VA est en position de force à Bruxelles, cela posera

indubitablement un problème institutionnel et programmatique, mais la N-VA est un parti démocratique. »

Ce risque de blocage est décrit par Olivier Maingain (Défi) comme un « danger qui existe depuis le début de la Région

bruxelloise ». Avec la N-VA, le risque est à relativiser, même si le parti est à la hausse dans les sondages à Bruxelles. « Comme le nombre de sondés néerlandophones à la capitale est moins élevé, il faut être prudent, observe Pascal Delwit. Par ailleurs, il faut voir si les électeurs francophones seraient susceptibles de choisir le groupe linguistique néerlandophone pour voter pour la N-VA. Je ne vois pas bien ce qui pourrait amener à cette situation. »

A cet égard, certains estiment que les propos de Reynders ouvrant la porte aux nationalistes à Bruxelles visent surtout à inciter les francophones tentés par la N-VA à... voter MR. ■

A.-C.B.

EN CAS DE DÉSACCORD

Que dit la loi ?

S'il n'y a pas de consensus entre les néerlandophones et les francophones pour former une majorité bruxelloise, que se passe-t-il ? L'article 35 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 prévoit que « les candidats au gouvernement sont élus s'ils sont présentés sur une même liste signée par la majorité absolue des membres du parlement, comprenant la majorité absolue des membres de chaque groupe linguistique ». « Une double majorité est donc nécessaire pour constituer le gouvernement bruxellois, observe Jean Faniel, directeur du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Cet article prévoit un mécanisme en cas de blocage. Sans accord, le président du gouvernement est élu à la majorité absolue des membres du parlement, sans double majorité. » S'il n'y a pas de majorité absolue pour désigner les autres membres du gouvernement, l'article permet à chaque groupe linguistique de présenter ses candidats ministres/ secrétaires d'État. Si ce mécanisme de coexistence de deux majorités différentes (mis en évidence récemment par Olivier Maingain) existe bel et bien, il semble difficilement praticable dans les faits. Jean Faniel détaille : « La loi spéciale prévoit aussi la répartition des compétences entre les néerlandophones et les francophones. Que fera le ministre francophone de l'Économie si le ministre néerlandophone de la Fiscalité tire dans l'autre sens ? C'est encore plus compliqué à la Cocom (Commission communautaire commune, institution qui gère les matières liées aux personnes, NDLR), où la règle veut que les compétences soient exercées par deux ministres, un néerlandophone et un francophone.

La collégialité fait partie de l'essence des choses. »

A.-C.B.